



Conseil Economique et Social

Distr.
GENERALE

E/CN.4/1995/88
13 janvier 1995

FRANCAIS
Original : ESPAGNOL

COMMISSION DES DROITS DE L'HOMME
Cinquante et unième session
Point 21 de l'ordre du jour provisoire

SERVICES CONSULTATIFS EN MATIERE DES DROITS DE L'HOMME

Rapport du professeur Pedro Nikken, Expert indépendant, sur l'évolution de
la situation des droits de l'homme en El Salvador, rédigé conformément
à la résolution 1994/62 de la Commission des droits de l'homme

TABLE DES MATIERES

	Paragraphes	Page
INTRODUCTION	1 - 14	3
I. SITUATION POLITIQUE GENERALE	15 - 22	6
II. EXAMEN DE L'EVOLUTION DE LA SITUATION DES DROITS DE L'HOMME	23 - 56	8
A. Considérations générales	23 - 28	8
B. Droit à la vie	29 - 37	10
C. Disparitions forcées ou involontaires	38	12
D. Torture et autres traitements cruels, inhumains ou dégradants	39 - 40	12
E. Détentions arbitraires	41	12

TABLE DES MATIERES (suite)

	<u>Paragraphes</u>	<u>Page</u>
F. Administration de la justice et droit à un procès équitable	42 - 43	12
G. Droits politiques	44	13
H. Droits économiques, sociaux et culturels . . .	45 - 49	13
I. Situation des enfants	50 - 53	14
J. Situation de la femme	54 - 56	15
III. EVOLUTION INSTITUTIONNELLE	57 - 80	15
A. Bureau du Procureur chargé de la défense des droits de l'homme	58 - 62	16
B. Système judiciaire	63 - 71	17
C. Police nationale civile	72 - 79	20
D. Système électoral	80	22
IV. CONCLUSIONS	81 - 91	22
V. RECOMMANDATIONS	92 - 122	25
A. Recommandations générales	93 - 100	25
B. Services consultatifs	101 - 122	26

INTRODUCTION

1. La Commission des droits de l'homme examine la situation des droits de l'homme en El Salvador depuis sa trente-septième session, en 1981. Dans sa résolution 32 (XXXVII), du 11 mars 1981, elle a prié son Président de désigner un représentant spécial de la Commission ayant pour mandat d'enquêter sur toutes les violations graves des droits de l'homme survenues en El Salvador et de formuler des recommandations à ce sujet. Comme représentant spécial de la Commission, le professeur José Antonio Pastor Ridruejo (Espagne) a présenté un rapport annuel à la Commission de 1982 à 1992, en plus des rapports annuels qu'il a présentés à l'Assemblée générale.

2. Le 3 mars 1992, la Commission a adopté sa résolution 1992/62, dans laquelle elle a remercié le Représentant spécial pour son rapport définitif et prié le Secrétaire général de désigner un expert indépendant chargé d'un nouveau mandat, qui consisterait initialement à prêter assistance au Gouvernement salvadorien dans le domaine des droits de l'homme, à examiner la situation des droits de l'homme dans le pays et les incidences que l'application des accords de paix auraient sur l'exercice effectif des droits de l'homme, et à étudier la façon dont les deux parties mettent en application les recommandations contenues dans le rapport définitif du Représentant spécial et celles qui ont été formulées par la Mission d'observateurs des Nations Unies en El Salvador (ONUSAL) et par les commissions créées dans le cadre du processus de négociation, avec la charge d'informer l'Assemblée générale et la Commission des droits de l'homme. Le Secrétaire général a désigné le professeur Pedro Nikken (Venezuela) comme expert indépendant.

3. L'Expert indépendant a présenté son premier rapport à l'Assemblée générale à sa quarante-septième session (A/47/595, annexe). Le 18 décembre 1992, l'Assemblée générale a adopté sa résolution 47/140, par laquelle elle a fait siennes toutes les recommandations formulées par l'Expert indépendant dans son rapport. En outre, l'Expert indépendant a présenté un rapport à la Commission des droits de l'homme à sa quarante-neuvième session (E/CN.4/1993/11), et le 10 mars 1993 la Commission a adopté sa résolution 1993/93, par laquelle elle a appuyé toutes les recommandations formulées par l'Expert indépendant et prié le Secrétaire général de proroger d'un an son mandat en le chargeant de recueillir des renseignements sur l'évolution de la situation en ce qui concerne les droits de l'homme en El Salvador, en prêtant l'assistance voulue au gouvernement en la matière.

4. L'Expert indépendant a présenté un nouveau rapport à la Commission des droits de l'homme à sa cinquantième session (E/CN.4/1994/11), et le 4 mars 1994 la Commission a adopté sa résolution 1994/62, où elle a décidé de proroger d'un an le mandat de l'Expert indépendant dans le but de faciliter la fourniture de services consultatifs à El Salvador et d'informer la Commission, à sa cinquante et unième session, sur l'évolution des droits de l'homme dans le pays au titre du point de son ordre du jour intitulé "Services consultatifs en matière des droits de l'homme"; et prié le Secrétaire général de fournir au Gouvernement salvadorien les services consultatifs qu'il sollicite, par l'intermédiaire du Centre pour les droits de l'homme.

5. Pour donner suite au mandat susmentionné de la Commission, l'Expert indépendant a effectué deux visites dans le pays, du 4 au 10 septembre et du 27 au 30 novembre 1994, ainsi que deux visites de consultation, à Genève et à New York, du 10 au 16 juillet et du 8 au 10 août 1994, respectivement.

6. Pendant ses visites dans le pays, l'Expert indépendant a eu des consultations avec le Président de la République, la Présidente de l'Assemblée législative, le Président de la Cour suprême de justice, le Ministre des relations extérieures, et d'autres hautes autorités nationales, ainsi qu'avec le chef de l'ONUSAL et Représentant spécial du Secrétaire général et avec le Directeur de la Division des droits de l'homme de l'ONUSAL, M. Reed Brody, en application de son mandat de faciliter les services consultatifs en El Salvador. Il a également écouté un certain nombre de déclarations faites par des organisations non gouvernementales de défense des droits de l'homme avec lesquelles il s'est entretenu, comme il l'avait habituellement fait lors de ses missions antérieures, avec l'appui de la Tutelle légale de l'Archevêché.

7. Au cours de sa première visite en El Salvador, le gouvernement, par l'intermédiaire du Ministère des relations extérieures, a remis à l'Expert indépendant un document intitulé "Proposition du Gouvernement salvadorien - Services consultatifs en matière de droits de l'homme, présentée à l'Expert indépendant en El Salvador, le professeur Pedro Nikken, septembre 1994" où étaient indiqués les besoins d'assistance technique des différents organismes nationaux de défense des droits de l'homme.

8. Le Centre pour les droits de l'homme, avec les conseils de l'Expert indépendant, a établi un programme-cadre de coopération technique et de services consultatifs en matière de droits de l'homme, que l'Expert a présenté au Gouvernement salvadorien au cours de sa deuxième visite dans le pays, du 27 au 30 novembre 1994. Ce programme s'est appuyé en premier lieu sur la proposition du Gouvernement salvadorien. Les recommandations de l'Expert indépendant figurant dans ses rapports antérieurs ont également été prises en compte, ainsi que les consultations et les rapports périodiques de la Division des droits de l'homme de l'ONUSAL, les consultations de l'Expert indépendant avec le Haut Commissaire des Nations Unies aux droits de l'homme, avec le Sous-Secrétaire général aux droits de l'homme et avec des hauts fonctionnaires du Centre pour les droits de l'homme, ainsi que les consultations effectuées par l'Expert indépendant pendant sa mission dans le pays du 4 au 10 septembre 1994.

9. D'autre part, depuis le 16 septembre 1991, le Directeur de la Division des droits de l'homme de l'ONUSAL a présenté 12 rapports sur la situation des droits de l'homme dans le pays. La Division des droits de l'homme de l'ONUSAL a le mandat spécifique de vérifier l'application de l'accord sur les droits de l'homme conclu entre le Gouvernement salvadorien et le Front Farabundo Marti de libération nationale (FMLN) à San José (Costa Rica), le 12 juillet 1990.

10. Dans son rapport au Conseil de sécurité sur l'ONUSAL (1994/1000), daté du 26 août 1994, le Secrétaire général a donné une description détaillée de l'état actuel des engagements en cours en vertu des accords de paix. Il a souligné qu'au cours de cette phase ultime de la mission, l'accent sera mis sur le renforcement des institutions et qu'une fois la mission achevée

certaines des experts actuellement affectés à l'ONUSAL pourraient continuer à servir dans le cadre d'un vaste programme d'assistance technique aux institutions nationales concernées (par. 54).

11. La volonté politique qu'ont le gouvernement et le FMLN de compléter pleinement l'application des accords de paix a été récemment manifestée dans la déclaration conjointe que les deux parties ont formulée le 4 octobre 1994 (S/1994/1144, annexe 1/) où elles ont résolu de "coopérer étroitement et activement pour veiller à la mise en oeuvre intégrale de tous les accords de paix non encore appliqués ou en cours d'application, au plus tard le 30 avril 1995".

12. Le 31 octobre 1994, le Secrétaire général, en application du paragraphe 14 de la résolution 920 (1994) du Conseil de sécurité, a présenté un rapport (S/1994/1212) sur l'ONUSAL ainsi que sur l'exécution et l'achèvement de son mandat et sur les modalités de son retrait progressif. Dans son rapport, le Secrétaire général a présenté un bilan global du processus de paix sur le plan politique, institutionnel et socio-économique, et évalué les mesures nécessaires pour poser des fondations solides garantissant, dans toute la mesure possible, que ce processus sera irréversible. En ce sens, les accords relatifs à la création, à la réforme ou au renforcement des institutions responsables de la protection et du contrôle de la légalité des droits de l'homme, à mesure que le retrait de l'ONUSAL approche, constituent des engagements dont l'exécution est urgente. Le Secrétaire général a indiqué que le retard dans l'exécution de certaines obligations était dû en partie à un manque d'organisation et d'experts mais aussi, dans certains cas, à une insuffisance de fonds. De plus, étant donné la volonté politique déjà mentionnée et l'engagement des Nations Unies à l'égard du peuple salvadorien pour ce qui est de la vérification de l'application des accords de paix, dans le même rapport le Secrétaire général a recommandé au Conseil de sécurité de proroger le mandat de l'ONUSAL jusqu'au 30 avril 1995 pour achever la partie de ses fonctions qui requiert la participation de personnel militaire et policier. De plus, pour contribuer à la stabilité politique et sociale à long terme du pays, il a informé le Conseil de sécurité qu'il présenterait, avant l'achèvement de la mission, ses idées sur les mécanismes nécessaires pour que les Nations Unies apportent une assistance technique dans les domaines des droits de l'homme, sur le système judiciaire, le système électoral et la réinsertion, et en particulier sur les transferts de terre. Il a réaffirmé que "la disparition de l'ONUSAL ne devrait pas marquer la fin des efforts menés par l'ONU pour renforcer la paix en El Salvador" (par. 30).

13. Pour sa part, le Conseil de sécurité a, le 23 novembre 1994, dans sa résolution 961 (1994), pris note que, par une déclaration du 4 octobre 1994, le Gouvernement salvadorien et le FMLN avaient demandé une nouvelle prorogation du mandat de l'ONUSAL, et préoccupé par les retards enregistrés dans l'application de plusieurs éléments importants des accords de paix et de diverses recommandations de la Commission de la vérité, approuvé les recommandations formulées par le Secrétaire général dans son rapport du 31 octobre 1994 et, en particulier, décidé de proroger pour une dernière fois le mandat de l'ONUSAL, pour une période se terminant le 30 avril 1995.

Le Conseil de sécurité a également prié le Secrétaire général, en consultation avec les institutions spécialisées compétentes, les organisations régionales et les Etats Membres, d'établir les modalités de l'assistance à fournir à El Salvador dans le cadre des accords de paix après le 30 avril 1995.

14. L'Expert indépendant a rédigé le présent rapport en application avec son mandat énoncé dans la résolution 1994/62 de la Commission.

I. SITUATION POLITIQUE GENERALE

15. Le processus de paix a suivi son cours. Depuis que les hostilités ont été interrompues le 1er janvier 1992, le conflit armé qui a saccagé le pays pendant les décennies précédentes, et particulièrement la guerre civile des années 80, ont pris fin. L'Expert indépendant a déjà rappelé de manière assez détaillée la chronologie et la teneur des accords dans ses rapports antérieurs (voir E/CN.4/1993/11, par. 23 à 31). En résumé ils ont été les suivants :

a) l'Accord de Genève du 4 avril 1990, établissant le cadre et la méthodologie des négociations; b) l'ordre du jour de Caracas, adopté le 21 mai 1990, prévoyant les étapes et les thèmes des négociations; c) l'Accord de San José du 26 juillet 1990, par lequel ont été pris des engagements spécifiques à l'égard du respect et de la protection des droits de l'homme; d) les Accords de Mexico du 27 avril 1991, prévoyant d'importantes réformes constitutionnelles promptement ratifiés par l'Assemblée législative, ainsi que d'autres accords politiques, dont celui, en particulier, portant création de la Commission de la vérité; e) l'Accord de New York du 25 septembre 1991, établissant un nouveau cadre en vue d'accélérer le processus et portant création de la Commission nationale pour le raffermissement de la paix (COPAZ) en tant que "mécanisme de contrôle et de participation de la société civile au programme de réformes résultant des négociations"; f) l'Acte de New York du 31 décembre 1991, par lequel les parties ont déclaré qu'elles étaient parvenues à des accords définitifs sur toutes les questions abordées; g) l'Accord de paix de Chapultepec du 16 janvier 1992, mettant formellement fin aux négociations de paix, qui a été signé par la Commission de négociation du gouvernement, les commandants du FMLN et le Secrétaire général de l'ONU, et paraphé par le président Cristiani. Il s'agit d'un accord détaillé et d'une portée très vaste qui comporte neuf sections, comme suit : I. Forces armées; II. Police nationale civile; III. Système judiciaire; IV. Système électoral; V. Questions économiques et sociales; VI. Participation du FMLN à la vie politique; VII. Cessation des combats; VIII. Vérification par l'Organisation des Nations Unies; IX. Calendrier d'exécution.

16. Les accords de paix auxquels on est ainsi parvenu n'ont pas seulement réglé les questions militaires mais ont aussi établi un intense programme de réformes destinées à remédier à certaines des causes profondes du conflit, à garantir le respect des droits de l'homme et à favoriser la démocratisation du pays. Cet ensemble complet d'accords a été appliqué parfois avec des difficultés, mais d'une manière soutenue et progressive. Sur divers points il a été nécessaire de conclure des accords complémentaires, au moins pour reprogrammer le calendrier d'exécution qui, pour diverses raisons, n'a pas pu être suivi de la manière prévue dans certains domaines. A cet égard, il est particulièrement préoccupant que l'application des accords relatifs au

transfert de terres ait accusé les retards les plus notoires. Cependant le bilan général est positif et des résultats tangibles ont été atteints, dont plusieurs seront exposés plus loin dans le présent rapport. Comme l'a signalé le Secrétaire général dans son rapport du 26 août 1994 au Conseil de sécurité "il semble que les conditions voulues soient réunies pour assurer la mise en oeuvre complète et définitive des accords de paix mais il ne faut pas sous-estimer les difficultés liées au respect des obligations qui n'ont pas encore été remplies" (S/1994/1000, par. 58).

17. Le 20 mars 1994 ont été tenues les premières élections générales depuis la fin du conflit armé. Le processus de mise à jour des registres électoraux a présenté des difficultés qui cependant, si elles ont suscité un certain malaise, n'ont pas empêché la reconnaissance universelle des résultats. Les élections présidentielles ont été remportées par M. Armando Calderón Sol, candidat du parti gouvernemental de l'Alliance républicaine nationaliste (ARENA). Au premier tour, M. Calderón Sol n'a pas tout à fait atteint les 50 %, ce qui a rendu nécessaire un second tour où se sont affrontés les deux candidats les mieux placés, à savoir M. Calderón et M. Rubén Zamora, candidat d'une coalition de gauche dirigée par le FMLN et la Convergence démocratique. Les élections législatives ont également été remportées par l'ARENA, parti qui cependant n'a pas atteint la majorité absolue à l'Assemblée législative. Le FMLN a émergé comme deuxième force parlementaire, suivi par le Parti démocrate-chrétien (PDC) et par le Parti de la conciliation nationale (PCN). Le pluralisme de la représentation populaire à l'Assemblée et la stipulation selon laquelle certaines décisions importantes relevant de sa compétence doivent être approuvées à une majorité des deux tiers augurent d'une ambiance propice aux négociations et aux accords, et favorable à la collaboration démocratique et au renforcement des institutions.

18. Il y a lieu de souligner le renforcement du FMLN comme parti politique, sa participation aux élections où il a obtenu un résultat appréciable, l'importance de son groupe parlementaire et sa présence dans les administrations locales. Tout cela est une preuve crédible de la réalisation d'un des objectifs spécifiquement énoncés dans l'Accord de Genève du 4 avril 1990 "la réinsertion des membres du FMLN, en toute légalité, dans la vie civile, institutionnelle et politique du pays". C'est également un jalon dans le processus de réalisation d'autres objectifs définis dans le même accord, comme impulser la démocratisation du pays et réunifier la famille salvadorienne.

19. La scène politique interne donne des signes de rapprochement et de regroupement entre les divers courants des partis. Le FMLN vient de passer par une forte crise interne, qui a abouti à une division de ses voix au moment de l'élection de la direction de l'Assemblée législative. Selon des informations divulguées par des porte-parole de ce parti, les premiers jours de décembre ont vu une formalisation de cette division avec la scission d'au moins un des cinq groupes qui l'ont fondé. Le PDC s'est également divisé, au moins dans sa représentation parlementaire. L'ARENA n'a pas connu de fractionnement, mais un nouveau mouvement a surgi qui se considère comme situé à la droite du gouvernement, qu'il a critiqué le plus vivement au cours des premiers mois de sa gestion. L'Expert indépendant considère que de tels réarrangements sont naturels et salutaires dans la transition par laquelle passe El Salvador. Le pays émerge d'une société polarisée où les alliances et les groupements

sont la conséquence directe de cette polarisation, et le plus souvent se fondent plus sur l'identification d'un adversaire commun que sur un projet concerté. La tendance actuelle vers une société plus ouverte et démocratique favorise d'autres facteurs de rassemblement, beaucoup plus liés à des idées, à des intérêts et à des projets partagés.

20. Les événements ainsi évoqués revêtent une grande signification historique en ce qu'ils sont des manifestations tangibles de la vigueur des règles du jeu démocratique et expriment naturellement et par divers moyens la volonté qu'ont tous les Salvadoriens d'aplanir leurs différences selon les règles de la démocratie.

21. Le 29 avril 1994, l'Assemblée législative a apporté, conformément à l'article 248 de la Constitution, de nouvelles modifications à cette charte fondamentale, qui sont actuellement soumises à ratification et doivent être approuvées par les deux tiers des députés élus de l'Assemblée législative qui est entrée en fonctions au 1er mai. L'avant-projet de modification préparé initialement par le Ministère de la justice contenait nombre de propositions qui découlaient de recommandations formulées par diverses entités impliquées dans le processus de paix. Malheureusement, beaucoup de ces modifications ont été finalement rejetées et, dans certains cas, il n'est pas certain que les modifications approuvées aient constitué un progrès tangible.

22. Même si les progrès institutionnels sont tangibles, le panorama comporte aussi un certain nombre d'interrogations sur le proche avenir. Les arrangements politiques déjà mentionnés répondent à une dynamique dont le dénouement final reste incertain. L'ONUSAL a une présence vigoureuse dans la tâche de vérification de l'application des accords de paix, particulièrement pour la garantie et le respect voulus des droits de l'homme, mais approche du terme de son mandat. Les institutions nationales naturellement appelées à remplir les fonctions qui, depuis la fin du conflit armé, ont incombé à l'ONUSAL ne paraissent pas tout à fait prêtes, dans tous les domaines, pour s'en acquitter. Ainsi, dans divers secteurs de la société, y compris ceux qui perçoivent la dimension des progrès accomplis, une préoccupation et une incertitude persistent quant à la dynamique du processus politique lorsque l'ONUSAL aura arrêté ses activités dans le pays. La présence active de l'ONU en El Salvador a été parallèlement une source de confiance pour ceux qui peuvent être inquiets au sujet de leur intégration à la vie civile après avoir pris part au conflit armé; et un élément dissuasif pour ceux qui, à l'encontre du processus de paix, envisageaient d'entreprendre des actions destinées à l'affaiblir. Dans ce contexte, il est naturel que la dissolution de l'ONUSAL soit une source de préoccupation.

II. EXAMEN DE L'EVOLUTION DE LA SITUATION DES DROITS DE L'HOMME

A. Considérations générales

23. Comme cela a été signalé dans le dernier rapport de l'Expert indépendant à la Commission des droits de l'homme, le respect des droits de l'homme a été lié à la guerre et à la paix dans l'histoire récente d'El Salvador. Si au début, au cours du développement du conflit armé, il y a eu des atteintes très graves à la dignité humaine, la solution négociée de ce conflit a comporté,

parmi ses éléments les plus solides et durables, l'engagement d'éliminer ces violations et d'édifier des institutions propres à une démocratie moderne permettant de promouvoir, de respecter et de garantir les droits de l'homme. Dans l'ensemble des accords de paix, ont été établis des moyens de caractère divers tendant à assurer la mise en vigueur effective des droits de l'homme dans le pays et à doter l'Etat d'instruments appropriés pour donner effet à son devoir tant à l'égard des citoyens que de la communauté internationale dans ce domaine. L'application de tels accords doit influencer favorablement sur la jouissance effective des droits de l'homme. Dans ses rapports antérieurs à l'Assemblée générale et à la Commission, l'Expert indépendant a analysé en détail le contenu et la portée de ces instruments et il s'en remet à l'Assemblée et à la Commission pour ce qui est de l'examen général de la question.

24. Au chapitre III du présent rapport est analysée l'évolution positive réalisée par diverses institutions internationales, en rapport avec le respect et la protection des droits de l'homme dans le pays. Déjà, ces institutions ont commencé à assumer leurs attributions. Cependant, comme l'a mentionné la Division des droits de l'homme de l'ONUSAL dans son douzième rapport, "cette consolidation, quoique inachevée, est en bonne voie". L'Expert indépendant est convaincu que la relation de coopération qui a été établie entre El Salvador et le Centre pour les droits de l'homme, et qui est le cadre de son mandat, sera une contribution positive dans le sens de l'accélération et de l'approfondissement toujours plus grands de ces progrès.

25. En dépit d'une appréciation globale qui révèle des progrès dans la situation des droits de l'homme dans le pays, diverses manifestations de violence dans la société n'ont pas été surmontées; dans beaucoup de cas elles relèvent de la délinquance commune, mais il y a eu aussi des formes ou des apparences de violence sociale ou politique sélective. Aucune base n'existe pour conclure à une participation ou à une complicité des autorités dans ces événements, mais cela n'exclut pas que des agents de l'Etat interviennent individuellement. Ce qui est préoccupant, c'est la futilité des efforts déployés, dans la grande majorité des cas, pour identifier les responsables et les châtier selon la loi. A ce propos, les résultats des travaux du "Groupe mixte" mentionné plus loin (par. 33 à 37) revêtent beaucoup d'intérêt.

26. Plusieurs recommandations émanant de la Division des droits de l'homme de l'ONUSAL, de la Commission de la vérité et de l'Expert indépendant lui-même, et portant notamment sur certaines réformes législatives, n'ont pas encore été appliquées. L'Expert a aussi l'espoir que la relation de coopération qui s'établit entre El Salvador et le Centre pour les droits de l'homme sera utile à leur mise en pratique par des moyens appropriés.

27. Est également en suspens l'adhésion à certains instruments internationaux relatifs aux droits de l'homme, ou la ratification de ces instruments, comme notamment le Protocole facultatif se rapportant au Pacte international relatif aux droits civils et politiques et le Protocole de San Salvador relatif aux droits économiques, sociaux et culturels, qui complète la Convention interaméricaine des droits de l'homme. L'acceptation de la juridiction de la Cour interaméricaine des droits de l'homme ne s'est pas produite.

28. L'Expert indépendant a reçu des plaintes d'organisations non gouvernementales sur des cas de violation des droits de l'homme qui persisteraient en El Salvador. La plupart d'entre elles sont connues de l'ONUSAL, raison pour laquelle le présent rapport se réfère seulement en termes généraux, à ce propos, aux rapports présentés au Secrétaire général par le Directeur de la Division des droits de l'homme de l'ONUSAL, dont les conclusions vont être résumées ensuite en tenant compte surtout du fait que l'Expert indépendant doit accomplir son mandat "en étroite coopération" avec cette division.

B. Droit à la vie

29. Dans son onzième rapport, le Directeur de la Division des droits de l'homme de l'ONUSAL a signalé que les plaintes relatives au droit à la vie qui ont été jugées recevables pendant la période considérée ont été moins nombreuses que précédemment, et il a souligné que la période électorale pouvait avoir causé une recrudescence des plaintes à mobile politique. Ce rapport a signalé en outre, à propos des menaces de mort, que si elles se sont rarement concrétisées par des attentats matériels contre la vie, leur existence prouve néanmoins que la violence à mobile politique est encore aujourd'hui une réalité en El Salvador et freine sensiblement la consolidation du système politique démocratique défini dans les accords de paix (onzième rapport de la Division des droits de l'homme de l'ONUSAL, 1er mars - 30 juin 1994).

30. Dans son douzième rapport, le Directeur de la Division des droits de l'homme de l'ONUSAL signale une diminution progressive des faits faisant l'objet de plaintes, en indiquant qu'au cours des derniers mois il n'a pas été enregistré de violations du droit à la vie politiquement motivées (douzième rapport du Directeur de la Division des droits de l'homme de l'ONUSAL, juillet-septembre 1994).

31. Les organisations non gouvernementales, comme cela a été dit, ont soumis à l'Expert indépendant de nombreux cas d'atteinte à la vie pouvant être directement ou indirectement liés à l'appareil d'Etat. L'Expert est préoccupé par le fait que dans un certain nombre de ces cas les membres de la Police nationale civile (PNC) paraissent être les auteurs. Dans son douzième rapport, la Division des droits de l'homme de l'ONUSAL rend compte d'autres plaintes pour exécutions sommaires attribuées à la PNC, dont trois établies et cinq en instance, et une pour menaces de mort qui a été établie. Le rapport souligne que "les exécutions arbitraires signalées ne constituent pas des actes prémédités de la part des policiers impliqués, et encore moins une pratique policière systématique. On constate en revanche dans toutes ces affaires que les corps de police font un usage excessif des armes à feu et ont tendance à entraver le cours des enquêtes qui suivent". Il s'agit donc de faits inquiétants qui appellent des mesures rapides de la part des autorités responsables de la sécurité publique.

32. Au cours de sa deuxième visite dans le pays, l'Expert indépendant a reçu diverses plaintes concernant l'assassinat de M. David Faustino Merino, dirigeant du FMLN/FPL, membre du Comité central des FPL et responsable des affaires relatives au transfert de terres dans le département d'Usulután. Selon certaines versions ce serait une action de groupes armés illégaux.

Aussi bien le Vice-Ministre de la sécurité publique que le Directeur de la Division des droits de l'homme de l'ONUSAL ont informé l'Expert indépendant que les enquêtes avançaient et que diverses hypothèses étaient étudiées.

33. Comme il est indiqué dans le rapport précédent (E/CN.4/1994/11, par. 57), le 8 décembre 1993 a été installé officiellement le Groupe mixte chargé d'enquêter sur les groupes armés irréguliers, créé sur l'initiative du Secrétaire général de l'ONU avec l'appui du Conseil de sécurité. Le Groupe mixte a présenté son rapport le 28 juillet 1994.

34. Le Groupe mixte, s'il a déclaré ne pas pouvoir parvenir à des "conclusions définitives", a fait état d'"indices suffisants pour se faire une idée raisonnable de l'action des groupes et des personnes qui continuent actuellement d'avoir recours à la violence, à la recherche de leurs objectifs politiques". Il a également conclu que les escadrons de la mort, avec leurs caractéristiques des années 80, ont constitué un phénomène distinct de l'actuelle violence d'inspiration politique que connaît El Salvador. A cet égard, l'enquête a abouti à la conclusion que "le phénomène de la violence politique a actuellement des caractéristiques propres qui peuvent être identifiées malgré sa complexité... Les informations recueillies permettent d'affirmer que l'on ne peut pas dissocier de vastes réseaux de criminels organisés qui affligent le pays, auxquels participent activement des membres des forces armées et de la police nationale, de nombres d'actes de violence d'inspiration politique... On se trouve en présence d'une situation différente caractérisée par des structures décentralisées et orientées essentiellement vers une délinquance de droit commun, mais hautement organisée. Toutefois ces organisations conservent apparemment intactes leurs capacités de jouer, si elles jugent que les circonstances l'exigent, le rôle d'exécutantes d'actes criminels d'inspiration politique". A cela s'ajoute un autre phénomène, "... l'atomisation des structures de jadis. Au plan local, on a décelé des indices qui montrent que certains groupes agissent en vue de la réalisation d'objectifs politiques en utilisant à cette fin des méthodes violentes. Habituellement, ces groupes sont étroitement associés à la délinquance de droit commun mais sont hautement organisés, disposent de moyens logistiques considérables et, dans certains cas, jouissent de l'appui d'agents de l'Etat". Dans ce contexte, le Groupe mixte conclut également qu'en dépit d'un effort collectif important et positif pour parvenir à la "réconciliation nationale, certaines indications permettent de soupçonner que le recours à la violence pour régler les divergences de vues politiques n'a pas encore été totalement éliminé".

35. Le Groupe mixte formule un certain nombre de recommandations, parmi lesquelles il faut relever en premier lieu la création, au sein de la Division des enquêtes criminelles de la Police nationale civile, d'une unité spéciale chargée de combattre ce phénomène. Cette unité spéciale devrait être composée de manière à "susciter la confiance nécessaire de la part des différents milieux sociaux et politiques et garantir aussi l'efficacité technique du travail d'enquête". A cet égard, l'Expert indépendant se permet de signaler que pour susciter cette confiance, il sera indispensable de surmonter les problèmes causés par la Division des enquêtes criminelles de la PNC qui ont été signalés dans ses rapports antérieurs et qui sont également mentionnés dans le présent (voir ci-après, par. 42, 75 et 76).

36. En ce qui concerne l'action de la justice, le Groupe mixte a réaffirmé la nécessité d'épurer la magistrature et suggéré d'adopter, dans le plein respect du processus légal établi et des droits de l'homme, les réformes du droit indispensables pour soumettre à une procédure spéciale les affaires de délit d'inspiration politique ainsi que les affaires liées à la criminalité organisée". En outre, il est favorable à "la solution qui consisterait à nommer, conformément à la loi, des juges spéciaux chargés de connaître de ce type d'affaires".

37. Le Groupe a présenté en annexe le détail de ses investigations à l'intention des plus hautes autorités de l'Etat, y compris les noms des présumés responsables et d'autres éléments permettant d'approfondir les recherches des organes compétents.

C. Disparitions forcées ou involontaires

38. La Division des droits de l'homme de l'ONUSAL, dans son deuxième rapport, a noté que "depuis plus de deux ans, il ne se produit plus de disparitions en El Salvador". Pendant la période considérée dans le présent rapport, deux plaintes pour disparitions forcées ont été présentées à l'ONUSAL mais, en les vérifiant, l'ONUSAL a pu établir dans les deux cas que ces disparitions n'avaient pas eu lieu et elle a pu retrouver la trace des prétendues victimes.

D. Torture et autres traitements cruels, inhumains ou dégradants

39. Dans son deuxième rapport, la Division des droits de l'homme de l'ONUSAL a noté que, pendant la période considérée, l'ONUSAL avait reçu deux plaintes pour tortures imputées à des membres de la Police nationale civile. Une de ces plaintes aurait été confirmée, alors que l'autre fait encore l'objet d'une enquête.

40. L'ONUSAL note également dans ce rapport que les plaintes pour mauvais traitements ont légèrement diminué au cours de l'année 1994 et elle affirme que dans beaucoup des cas de plaintes pour mauvais traitements on a constaté également que les victimes avaient été arbitrairement détenues.

E. Détentions arbitraires

41. Dans son deuxième rapport, la Division des droits de l'homme de l'ONUSAL a noté qu'on avait enregistré un nombre proportionnellement supérieur de détentions arbitraires à celui de la période couverte dans le rapport précédent (douzième rapport de la Division des droits de l'homme de l'ONUSAL, mars-juin 1994).

F. Administration de la justice et droit à un procès équitable

42. L'Expert indépendant a reçu des plaintes sur les lenteurs de la Division des enquêtes criminelles de la PNC et sur son usage constant de "sources confidentielles" pour les enquêtes sur les assassinats, ce qui pourrait répondre à une intention de faire dévier les enquêtes pour empêcher que soient connues les personnes véritablement impliquées, qui souvent sont également impliquées dans d'autres activités délictueuses.

43. Le système pénitentiaire, qui présente des déficiences séculaires, est entré dans une crise grave au cours de la période traitée dans le présent rapport. Le surpeuplement, dû en grande partie aux retards de la justice, les conditions de santé et d'alimentation, et de manière générale le régime administratif des prisons, ont créé un cadre propice au déchaînement de diverses violences, qui se sont traduites par des mutineries successives dont le bilan a été tragique. Les autorités se sont montrées préoccupées par cette situation et disposées à adopter des mesures correctrices avec l'urgence exigée par la situation. C'est un domaine qui se prête bien à l'assistance et à la coopération qui peuvent être fournies par le biais du Centre pour les droits de l'homme.

G. Droits politiques

44. Comme cela a déjà été indiqué le 20 mars 1994, des élections générales ont eu lieu (voir plus haut, par. 17). Ainsi ont été créées des conditions positives pour rendre nécessaires des réformes effectives du système électoral (voir ci-après, par. 80).

H. Droits économiques, sociaux et culturels

45. Des informations ont été reçues selon lesquelles les droits économiques et sociaux ont été mal protégés pendant la période visée dans le présent rapport. Il y a eu une augmentation du salaire minimum, mais elle n'a pas été suffisante pour répondre aux nécessités de base de la population. Il en est résulté de nombreux conflits du travail, où les demandes des travailleurs ont été soulignées en ce qui concerne les bas niveaux des salaires, les menaces de disparition de places de travail du fait de la politique de privatisation des entreprises d'Etat et les atteintes aux directives syndicales.

46. L'Expert indépendant a reçu en outre des plaintes concernant les violations des libertés syndicales, surtout dans les entreprises de sous-traitance qui opèrent dans le pays. Ces plaintes portent aussi sur des mauvais traitements et des menaces contre des personnes qui favorisent la formation de syndicats.

47. En ce qui concerne l'application des accords sur le transfert de terres, et étant donné la relation directe entre cette question et les causes du conflit armé dont le pays a souffert, le programme prévu est exécuté avec un retard considérable, non seulement par manque de ressources, mais aussi du fait de la lenteur des démarches et de complications d'autre nature. Il est nécessaire de proposer d'autres solutions pour résoudre le problème.

48. La Tutelle légale de l'Archevêché d'El Salvador a dénoncé l'occupation, le 26 septembre 1994, par près de mille militaires démobilisés des forces armées, des membres de la défense civile et des patrouilles cantonales également démobilisés et des membres de l'Association des démobilisés des forces armées d'El Salvador (ADEFAES), du bâtiment de l'Assemblée législative, où 29 députés et membres du personnel administratif ont été pris en otages comme garantie pour négocier des demandes économiques et sociales, concernant notamment des avantages économiques pour les membres de la défense civile et des patrouilles, tels qu'une indemnisation, l'attribution de terres et leur participation à des programmes de réinsertion.

49. L'Expert indépendant a reçu d'autres renseignements concernant une organisation non gouvernementale appelée "Centre de défense du consommateur", qui a mené une lutte très courageuse en faveur des droits du consommateur. Depuis le 8 septembre 1992, le pays a une "loi de protection du consommateur", qui se fonde sur les directives sur la protection du consommateur adoptées par l'ONU en 1985.

I. Situation des enfants

50. El Salvador a ratifié la Convention relative aux droits de l'enfant le 10 juin 1990. Dans son dernier rapport à la Commission (E/CN.4/1994/11, par. 87 à 89), l'Expert indépendant a mentionné que le Comité des droits de l'enfant a examiné le rapport initial d'El Salvador (CRC/C/15/Add.9) lors de séances tenues les 27 et 28 septembre 1993. Le Comité a noté que les restrictions budgétaires qui touchaient les programmes sociaux avaient eu des répercussions négatives sur la protection des droits de l'enfant, et qu'il y avait un manque de coordination entre les organismes publics et privés et les organisations qui s'occupaient des droits de l'enfant. Le Comité a recommandé l'adoption de mesures urgentes pour protéger les enfants appartenant à des groupes vulnérables, en particulier les enfants déplacés, réfugiés, handicapés et sans foyer, ainsi que les enfants victimes de sévices ou de violences au sein de leur famille.

51. L'Expert a reçu des renseignements indiquant que le budget alloué pour 1994 à l'Institut de protection de l'enfance a été sensiblement augmenté, mais qu'étant donné l'ampleur des problèmes de santé infantile constatés en El Salvador, l'Institut n'en rencontrait pas moins de graves problèmes pour faire face à ses besoins.

52. Au sein de la Procuration à la défense des droits de l'homme, il existe une fonction de Procureur adjoint à la défense des droits de l'enfant, spécifiquement chargé de la protection des intérêts des enfants devant les autorités publiques et privées et de veiller à l'application effective de la législation en la matière. Dans son mémorandum d'activités portant sur la période du 15 juin 1993 au 15 mai 1994, la Procuration à la défense des droits de l'homme a déclaré qu'il fallait encore perfectionner dans son travail les méthodes de réception des plaintes et d'enquête sur ces plaintes pour mieux comprendre les pratiques abusives et généralisées qui violent les droits de l'enfant.

53. D'autre part, l'Expert indépendant a reçu des renseignements sur le travail méritoire que l'Association pour la recherche des enfants ("Asociación Pro-Busqueda de los Niños") effectue à Chalatenango avec l'appui du Groupe des droits de l'homme de Chalatenango. Cette association se consacre depuis un certain temps à la recherche d'enfants disparus au cours des années de guerre. D'octobre 1992 à octobre 1994, le nombre de cas d'enfants disparus pour lesquels des enquêtes ont été demandées s'est élevé à 78; grâce aux recherches effectuées à ce jour, 13 enfants ont été localisés. Cependant l'Expert indépendant a reçu une plainte de ce groupe au sujet de la collaboration restreinte ou nulle dont il a bénéficié de la part de différentes institutions de l'Etat pour atteindre son objectif dans la recherche des enfants disparus. Or c'est là un travail qui mérite l'appui de la société.

J. Situation de la femme

54. El Salvador a ratifié la Convention sur l'élimination de toutes les formes de discrimination à l'égard des femmes le 12 août 1981, et ce pays n'est pas encore partie à d'autres instruments pertinents, comme la Convention sur les droits politiques de la femme et la Convention sur la nationalité de la femme mariée.

55. Au sein de la Procurature à la défense des droits de l'homme existe la fonction de Procuratrice adjointe à la défense des droits de la femme. Dans son mémorandum d'activités portant sur la période comprise entre juin 1993 et juillet 1994, la Procuratrice adjointe signale qu'"étant donné que la situation de la femme n'a pas changé substantiellement, la tendance en ce qui concerne la continuité et l'intensité des violations ne fera que s'accroître", et elle a indiqué que pendant l'année d'activités en question les plaintes pour viol ont augmenté et la violence à l'intérieur de la famille est devenue toujours plus visible, tandis que les femmes n'obtiennent pas une protection appropriée de la loi et des instances judiciaires. D'autre part, la Procuratrice adjointe, dans son rapport, "considère que l'Etat doit assumer la responsabilité de la protection sociale et juridique de la femme, et assurer l'application de la Convention sur l'élimination de toutes les formes de discrimination à l'égard des femmes", à laquelle El Salvador a adhéré et qu'il a ratifiée. En outre elle mentionne qu'"aucun des organes fondamentaux de l'Etat n'a donné une application stricte et systématique à la Convention, ce qui constitue une violation par omission des droits de la femme".

56. Le 25 novembre 1994, la Procurature à la défense des droits de l'homme (PDDH) a présenté à l'Assemblée législative un avant-projet de loi pour la prévention de la violence dans la famille, qui a pour finalité la prévention, le contrôle et l'élimination de la violence dans les relations familiales, ainsi que l'assistance aux victimes et l'adoption de mesures préventives ou de protection contre les auteurs d'infractions. Cet avant-projet a été élaboré sur la base d'une coordination entre la PDDH et diverses organisations non gouvernementales de défense des droits de l'homme qui s'occupent de la défense et de la promotion des droits de la femme.

III. EVOLUTION INSTITUTIONNELLE

57. Comme cela a été indiqué dans de précédents rapports de l'Expert indépendant, les accords de paix prévoient divers mécanismes visant à assurer le plein respect des droits de l'homme dans le pays et à doter l'Etat d'instruments appropriés afin qu'il puisse, comme il en a le devoir vis-à-vis des citoyens et de la communauté internationale, respecter et garantir ses droits. Les accords envisagent la création ou le renforcement de mécanismes permanents à cet effet comme le Bureau du Procureur chargé de la défense des droits de l'homme, la Police nationale civile et le système judiciaire. L'Expert indépendant a analysé de façon assez détaillée le contenu et la portée de ces accords dans les rapports qu'il a déjà présentés à l'Assemblée générale et à la Commission, où l'on trouvera un examen général de la question. Compte tenu des limites imposées au présent document, il se borne à exposer brièvement ci-après quelques aspects de l'évolution récente de la réforme de ces organes.

A. Bureau du Procureur chargé de la défense des droits de l'homme

58. L'Expert indépendant a insisté dans ses rapports antérieurs sur la nécessité de renforcer les moyens d'action et la crédibilité du Bureau du Procureur chargé de la défense des droits de l'homme. Cet organe est doté de pouvoirs constitutionnels et légaux suffisants pour promouvoir et protéger efficacement les droits de l'homme.

59. Le Bureau du Procureur a fait preuve d'un dynamisme accru en 1994. Il a publié des rapports sur des affaires portées à son attention et fait preuve d'indépendance à l'égard du gouvernement. Son activité s'est déployée beaucoup plus largement sur le territoire national. Cependant, comme le Procureur l'a signalé à l'Expert indépendant, son action a été limitée par le manque de moyens matériels, notamment les moyens de transports nécessaires pour pouvoir agir comme il convient dans les zones rurales. Le Procureur s'est plaint également du défaut d'autonomie de l'institution sur le plan administratif et financier. La Division des droits de l'homme de l'ONUSAL, quant à elle, a souligné dans son douzième rapport la nécessité pour le Bureau du Procureur chargé de la défense des droits de l'homme - institution nationale investie des plus grands pouvoirs et des plus hautes responsabilités en matière de protection et de promotion des droits de l'homme - d'"oeuvrer avec plus d'énergie à son propre renforcement".

60. L'Expert indépendant a indiqué au Procureur sa préoccupation devant l'image que se font de cette institution les organismes et les personnes qui s'occupent de la promotion et de la défense des droits de l'homme. Au moment où le mandat de l'ONUSAL, y compris sa Division des droits de l'homme, est sur le point de prendre fin, le Bureau du Procureur a un rôle extrêmement important à jouer pour combler le vide que laissera la disparition de l'organisme international chargé de surveiller le respect et la garantie des droits de l'homme. Sa fonction ne se borne pas à instruire efficacement des plaintes; comme on l'a déjà dit à propos de l'ONUSAL, il lui appartient d'inspirer confiance à des personnes qui, pour des raisons diverses liées au conflit armé aujourd'hui terminé, pourraient se sentir menacées; il doit également jouer un rôle de dissuasion à l'égard de ceux qui, comptant sur l'impunité, pourraient être tentés de commettre à nouveau des violations des droits de l'homme. Ces effets psychologiques ne semblent pas être bien perçus par la société civile, et l'Expert indépendant a tenu à l'indiquer au Procureur au cours de sa visite dans le pays en septembre 1994.

61. Le Procureur a répondu qu'il partageait dans une certaine mesure quelques-unes des préoccupations de l'Expert indépendant et que l'institution dont il avait la charge avait conçu, en coopération avec le PNUD, un programme spécial concernant la réforme et le renforcement du système de protection des droits de l'homme du Bureau du Procureur chargé des droits de l'homme. Ce programme comprend un projet d'un semestre intitulé "Renforcement des techniques d'observation, de surveillance, d'analyse et d'enquête du Bureau du Procureur chargé des droits de l'homme (1er septembre 1994-28 février 1995)". Au cours du dernier voyage de l'Expert indépendant en El Salvador, en novembre 1994, le Procureur a précisé que l'exécution du programme était en bonne voie, en dépit de quelque retard dans certains domaines.

62. Il reste cependant beaucoup à faire pour rétablir la confiance, élément sans lequel l'institution ne saurait être renforcée ni se montrer à la hauteur de sa mission constitutionnelle. L'activité du Bureau du Procureur, alors même qu'elle s'est nettement développée et qu'elle est mieux connue, a fait une fois encore cette année l'objet de sévères critiques de la part d'organisations non gouvernementales. Que ces critiques soient fondées ou non, elles traduisent un tragique décalage entre le Bureau du Procureur et ces organisations, dont la coopération active est pourtant pratiquement indispensable pour que l'institution puisse remplir convenablement sa mission.

B. Système judiciaire

63. Le système judiciaire salvadorien a été analysé à maintes reprises dans les précédents rapports. Ceux-ci ont mis en relief des éléments peu encourageants comme la verticalité de l'appareil judiciaire, son défaut d'autonomie et d'indépendance, son inefficacité et le caractère assez peu ambitieux des réformes judiciaires prévues dans les accords de paix. Néanmoins, le système judiciaire a subi en 1994 des transformations importantes grâce auxquelles les mécanismes prévus dans les accords de paix ont pu fonctionner de façon satisfaisante et une réforme judiciaire plus énergique a de bonnes chances d'être opérée. On trouvera ci-après un rapide aperçu des principaux faits à cet égard.

64. Dans le cadre de la réforme constitutionnelle issue des accords de Mexico, le mode d'élection des membres de la Cour suprême a été modifié. Ces magistrats sont élus par l'Assemblée législative, mais à une majorité qualifiée des deux tiers et non à la majorité absolue comme le prévoyait la réforme du système. Leur mandat est de neuf ans, ce qui leur confère une plus grande indépendance vis-à-vis de l'Assemblée législative, dont le mandat n'est que de trois ans. En outre, les membres de la Cour ne sont pas élus en une fois mais renouvelés par tiers tous les trois ans, si bien que la composition de cette instance n'est pas fonction de la tendance politique de l'Assemblée à un moment donné. Enfin, il a été décidé que les magistrats seraient choisis sur une liste établie par le Conseil national de la magistrature et composée pour moitié de membres des associations professionnelles d'avocats du pays, élus par tous les membres de la profession et représentatifs des principaux courants de la pensée juridique. Cette disposition réduit le risque que le choix des magistrats soit subordonné à l'arbitraire politique de l'Assemblée législative et introduit dans l'élection des éléments de contrôle externes.

65. Parmi les points que les parties aux accords de paix n'ont pas jugé nécessaire d'inclure dans la réforme constitutionnelle et ont préféré laisser au législateur figurait la structure du Conseil national de la magistrature, organe chargé d'établir la liste des candidats appelés à siéger à la Cour suprême et de proposer à cette dernière les groupes de trois candidats aux postes de juge dans les diverses instances. Elles ont défini en revanche une question de principe, à savoir que la loi devrait garantir que le Conseil soit "composé de manière à assurer son indépendance à l'égard des organes de l'Etat et des partis politiques et comprenne non seulement des juges mais des représentants des secteurs de la société qui ne s'occupent pas directement de l'administration de la justice" (Accords de Mexico : accords politiques touchant la mise en oeuvre de la réforme constitutionnelle, A.b.1). Or c'est là un des rares cas où la réforme constitutionnelle adoptée par l'Assemblée

législative s'est écartée des accords de Mexico. En effet, selon l'article 187 de la Constitution telle qu'elle a été modifiée, "les membres du Conseil national de la magistrature sont désignés par l'Assemblée législative à la majorité qualifiée des deux tiers des députés élus". Cette disposition était absolument contraire à ce qui avait été convenu à Mexico au cours des négociations, puisqu'elle ne garantissait pas l'indépendance du Conseil à l'égard de l'Etat et des partis politiques et risquait même d'aboutir au résultat inverse. En effet, si la disposition constitutionnelle précitée avait été appliquée directement sans que la loi n'y apporte de limitation, il aurait pu arriver que deux forces politiques ou davantage détenant à l'Assemblée une majorité des deux tiers se partagent les postes du Conseil, d'où une politisation accrue de la justice. Compte tenu des fonctions dont le Conseil national de la magistrature est investi dans le cadre de la réforme constitutionnelle, pareille éventualité aurait eu des effets désastreux sur la réforme judiciaire dans son ensemble. La nouvelle réforme constitutionnelle arrêtée le 29 avril 1994 (voir plus haut, par. 16) n'a pas modifié ce point; néanmoins, elle établit en outre que la destitution des membres du Conseil relève aussi de l'Assemblée législative et requiert également une majorité qualifiée. Ce dernier amendement, dont l'adoption définitive ôterait à la Cour suprême le pouvoir que la loi lui attribue de destituer les membres du Conseil, donne effet à la recommandation émise à cet égard par la Commission de la vérité 2/, mais seulement en partie puisque cette recommandation prévoyait que la révocation devait être fondée sur des "motifs précis". La réforme adoptée tient également compte des observations formulées dans les rapports présentés par l'Expert indépendant à la Commission des droits de l'homme à ses quarante-neuvième 3/ et cinquantième 4/ sessions.

66. Ce danger a été signalé dans la suite des négociations de paix. Dans l'Accord de paix signé à Chapultepec le 16 janvier 1992, c'est-à-dire après l'entrée en vigueur de la partie de la réforme constitutionnelle concernant le Conseil national de la magistrature, le gouvernement et le FMLN ont réaffirmé "ce dont elles étaient déjà convenues dans les accords de Mexico, à savoir que le Conseil national de la magistrature est composé de manière à assurer son indépendance à l'égard des organes de l'Etat et des partis politiques". Dans ce même Accord, elles ont renvoyé la question à la Commission nationale pour le raffermissement de la paix (COPAZ) 5/, afin qu'elle prépare un avant-projet de loi en ce sens.

67. C'est dans ce contexte qu'a été adoptée en 1992 la nouvelle loi portant création du Conseil national de la magistrature, qui est défini expressément comme un organe indépendant, principe conforme aux accords de paix. En ce qui concerne la composition de cet organe, la loi a limité le pouvoir que l'Assemblée législative aurait eu, si la Constitution avait été appliquée directement, de procéder librement à l'élection des membres du Conseil, puisque l'Assemblée est tenue de choisir parmi les candidats figurant sur les listes établies par des entités diverses : deux avocats choisis sur deux listes de trois personnes établies par la Cour suprême, un juge de deuxième instance et un de premier instance, choisis parmi les six membres les plus anciens de la magistrature à chacun de ces deux niveaux; trois avocats élus au suffrage direct, égalitaire et à bulletin secret par les avocats du pays; un avocat enseignant proposé par l'Université d'El Salvador; deux avocats enseignants proposés par les universités privées; enfin, un membre du ministère public choisi parmi les personnes proposées par le

Procureur général, le Procureur de la République et le Procureur chargé de la défense des droits de l'homme. Le Conseil national de la magistrature a été élu par consensus, selon la formule qui vient d'être décrite; il mène ses activités depuis juin 1993.

68. A l'heure de l'élection des nouvelles autorités judiciaires, l'impact initial des réformes a dépassé les attentes. Les dirigeants semblent avoir pris conscience de l'importance capitale d'un système judiciaire indépendant et fort dans une société démocratique. Il convient de mentionner tout particulièrement à cet égard l'élection de la nouvelle Cour suprême, la première à avoir été constituée selon le système convenu dans les accords de paix, et à la désignation de laquelle le Conseil national de la magistrature a pris une part décisive. Après plusieurs semaines d'enlèvement, la nouvelle Assemblée législative a élu en 1994, sur proposition du Conseil national de la magistrature et à l'unanimité de tous les groupes représentés, une Cour suprême indépendante composée de juristes d'une respectabilité notoire, sans attaches politiques. Ce résultat, qui aurait semblé il n'y a pas si longtemps impossible à obtenir, a eu un impact positif sur l'ensemble de la société; il a accru la crédibilité du processus de paix et l'optimisme quant aux possibilités réelles de renforcer le système institutionnel de protection des droits de l'homme.

69. Parmi les premières mesures d'ordre général annoncées par les nouvelles instances figurent la réforme intégrale du système judiciaire, l'épuration de la justice et la priorité donnée à la formation des magistrats. De premières dispositions ont déjà été prises dans ce sens. Divers milieux ont fait part à l'Expert indépendant de leur inquiétude devant la lenteur du processus d'épuration qui, au moment de la rédaction du présent rapport, s'était traduit uniquement par la révocation de trois juges de première instance et d'un magistrat de deuxième instance. L'Expert indépendant a fait valoir ces préoccupations au Président de la Cour suprême, qui a indiqué que cet organe avait la volonté inébranlable de procéder à l'épuration de la justice mais que cela mettait en jeu des procédures juridiques lourdes et complexes, nécessairement empreintes d'une certaine lenteur. Pour surmonter cet obstacle, la Cour a proposé à l'Assemblée législative des réformes simples de la législation applicable à ces procédures, afin d'en accélérer la mise en oeuvre.

70. Aux termes de la réforme constitutionnelle issue des accords de Mexico et approuvée ensuite par l'Assemblée législative "l'organe judiciaire disposera annuellement d'un budget qui ne devra pas être inférieur à 6 % des recettes ordinaires de l'Etat", cette enveloppe comprenant également les dépenses du ministère public. Cette réforme a fait l'objet d'une nouvelle révision, actuellement à l'examen à l'Assemblée législative, qui aurait pour effet d'abaisser le pourcentage à 4 %, étant entendu que le ministère public serait assuré, quant à lui, d'une part minimum de 2 %. Sans préjuger la légitimité d'accroître l'autonomie financière de ce dernier, l'Expert indépendant ne peut s'empêcher de s'inquiéter des limitations budgétaires qui risquent de toucher l'organe judiciaire, notamment à l'heure où la Cour suprême, désormais indépendante, envisage de lancer des réformes judiciaires d'envergure, pour lesquelles le Centre pour les droits de l'homme offrira des services consultatifs.

71. Dans ses précédents rapports à l'Assemblée générale et à la Commission des droits de l'homme, l'Expert indépendant a fait ressortir les inconvénients de la verticalité du système judiciaire salvadorien, dans lequel la Cour suprême est à la fois la juridiction de plus haut niveau et l'organe administratif le plus élevé du pouvoir judiciaire, chargée de surcroît d'émettre les autorisations et les interdictions d'exercer la profession d'avocat, ce qui nuit à l'indépendance de ces derniers. Certains défauts de cette structure ont été corrigés, ou tout au moins atténués, par le rôle attribué au Conseil national de la magistrature dans la nomination et la révocation des juges. Par ailleurs, la réforme constitutionnelle arrêtée le 29 avril 1994 habilite une nouvelle entité, le Conseil national des avocats et des notaires, à suspendre ou à exclure de la profession les avocats et les notaires. Ce sont là des mesures de nature à remédier à quelques-uns des problèmes évoqués précédemment.

C. Police nationale civile

72. La Police nationale civile (PNC) a été créée dans le cadre du processus de paix. Elle est appelée à se substituer aux anciens corps de sécurité publique et doit être le seul corps de police armé ayant compétence dans l'ensemble du pays. Elle a pour mission de protéger et de garantir le libre exercice des droits et des libertés individuels, de prévenir et réprimer les délits de toute nature, ainsi que de faire régner le calme, la tranquillité, l'ordre et la sécurité dans le pays, en milieu urbain comme en zone rurale. Elle a été conçue comme un nouveau corps, avec une nouvelle organisation, de nouveaux effectifs, un nouveau cadre de formation et d'entraînement et de nouvelles règles de conduite. Un régime transitoire a été mis en place et l'un des anciens corps de sécurité, la police nationale, restera en fonctions tant que le déploiement de la PNC ne sera pas terminé.

73. Le gouvernement du président Calderón Sol a créé, au Ministère de l'intérieur, un poste de vice-ministre de la sécurité publique, dont le titulaire coiffe la PNC. Le Vice-Ministre et le nouveau Directeur de la PNC ont été désignés à l'issue de consultations destinées à réaliser le consensus le plus large possible sur leur personne.

74. Dans son dernier rapport à la Commission des droits de l'homme, l'Expert indépendant a exprimé la préoccupation que lui inspiraient certains problèmes qui avaient été décelés concernant la PNC et l'application du régime transitoire. C'était le cas notamment de l'augmentation du nombre d'effectifs de l'ancienne police nationale, alors que les accords de paix prévoient leur réduction progressive en attendant qu'ils soient entièrement remplacés par la PNC. La question a été résolue puisque le président Calderón Sol a décidé d'avancer la date de la dissolution de la police nationale, la ramenant de mars 1995 au 31 décembre 1994. Il a décidé également que le personnel du quartier général de la police nationale serait transféré à la PNC, contrairement à ce qui s'est produit pour les autres membres des autres corps de sécurité dissous, qui ont été maintenus dans les rangs des forces armées 6/.

75. La PNC a continué de se déployer sur tout le territoire national et ses divisions fonctionnelles sont déjà en activité, même si elles n'ont pas encore atteint leur niveau opérationnel optimal. L'Inspecteur général de la PNC a

enfin été désigné; il est investi de responsabilités toutes particulières en ce qui concerne la surveillance du comportement de la police. Sa nomination est l'aboutissement de consultations au cours desquelles un candidat a dû être écarté, le Procureur chargé de la défense des droits de l'homme ayant opposé son veto.

76. La situation qui règne au sein de la Division des enquêtes criminelles et la Division de la lutte contre les stupéfiants reste préoccupante. Comme l'Expert indépendant l'a indiqué à la Commission en 1994 7/, le 22 décembre 1992 les parties sont arrivées à un accord qui prévoyait une transition progressive pour intégrer, après évaluation, le personnel de la Commission d'enquête sur les faits délictueux et de la Commission de la lutte contre les stupéfiants de l'époque à la Division des enquêtes criminelles et à la Division de la lutte contre les stupéfiants de la PNC. Il s'était alors déclaré préoccupé du fait que l'ONUSAL n'avait pas reçu les renseignements qu'elle avait demandés pour vérifier l'évaluation des candidats et n'avait pas pu contrôler la façon dont se déroulait le transfert de ces personnes à la PNC. Eu égard aux événements passés, et en particulier aux actes et aux omissions de la Commission d'enquête sur les faits délictueux, qui avaient créé des conditions propices à l'impunité dont la Commission de la vérité faisait état dans son rapport, cette situation ne pouvait manquer d'être alarmante et avivait l'inquiétude de ceux qui craignaient que la PNC ne soit à nouveau sous influence militaire. La même inquiétude a été exprimée de nouveau à diverses reprises à l'Expert indépendant au cours de ses visites dans le pays, notamment par les représentants des ONG et les milieux d'opposition. Le Secrétaire général a d'ailleurs porté à la connaissance du Conseil de sécurité, dans son rapport du 26 août 1994, les irrégularités extrêmement graves commises par ces deux divisions 8/.

77. L'Expert indépendant a fait part de ces préoccupations au Vice-Ministre de la sécurité, qui en a tenu compte. Un nouveau chef a été nommé à la tête de la Division des enquêtes criminelles et son adjoint a été démis de ses fonctions. Le Vice-Ministre a indiqué à l'Expert indépendant que l'on envisageait de procéder à une évaluation approfondie de ces unités, avec toute la discrétion et toute la prudence requises.

78. Autre sujet d'inquiétude : le nombre non négligeable de violations des droits de l'homme imputables à des agents de la PNC, parmi lesquelles des atteintes à la vie et à l'intégrité des personnes et l'utilisation abusive d'armes à feu. Certes il ne s'agit pas là d'une manière systématique d'agir de la part de ce corps, mais ses responsables doivent appliquer des mesures disciplinaires strictes pour empêcher que la PNC ne perde son caractère de police démocratique et respectueuse de la loi.

79. Comme l'Expert indépendant l'avait signalé dans son dernier rapport à la Commission des droits de l'homme, les forces armées ont continué d'être mises à contribution pour des opérations liées à la sécurité intérieure, ce qui, d'après la Constitution, n'est autorisé que dans des circonstances exceptionnelles et seulement en dernier recours. Il est arrivé que l'on invoque à ce sujet l'augmentation de la délinquance, réalité que nul ne songe à contester. Cependant, ainsi que l'indique ledit rapport, "il n'est pas évident, comme le montre l'histoire du pays, que le déploiement de forces militaires soit le meilleur moyen d'arrêter une vague de violence. Quoi qu'il

en soit, si le gouvernement s'estime fondé à recourir à l'article de la Constitution qui l'autorise à utiliser à titre exceptionnel la force armée à des fins de sécurité publique, il doit expressément le faire par un acte juridique motivé et communiqué à l'Assemblée législative, comme l'y oblige la Constitution". Il convient d'ajouter qu'il a également été fait appel aux forces armées pour maîtriser des troubles survenus à l'occasion d'une grève de transporteurs dans la localité de Lolotique, Département de San Miguel, où trois personnes avaient trouvé la mort.

D. Système électoral

80. Les membres du nouveau Tribunal électoral suprême ont été élus le 30 juillet 1994. Par la suite, sur l'initiative du Président de la République qui l'avait annoncé après sa victoire électorale, tout comme l'avait fait le candidat éliminé au second tour, la Commission consultative de la réforme électorale a été constituée. Il s'agit d'un organe pluraliste, chargé de proposer les réformes à apporter au système électoral. Il a notamment la tâche particulièrement importante de donner aux registres ou listes d'électeurs une plus grande précision, une fiabilité totale et une qualité technique optimale, ainsi que de mettre au point un instrument approprié et permanent d'identification des électeurs. La Commission consultative doit en outre examiner, notamment, le système de scrutin proportionnel qui s'applique aux élections municipales et le vote par correspondance. Elle a pour mission de formuler des propositions et des suggestions qui seront présentées au cours des six prochains mois au Tribunal électoral suprême qui, après révision éventuelle, les soumettra à l'approbation de l'Assemblée législative. Le moment est tout indiqué puisque les prochaines élections sont prévues pour 1997, ce qui, allié aux réaménagements d'ordre général susmentionnés, laisse le temps d'approfondir la question en dehors de toute échéance électorale. Toutes les réformes du système électoral devraient entrer en vigueur bien avant les prochaines élections législatives.

IV. CONCLUSIONS

81. L'analyse révèle d'intéressants progrès en ce qui concerne la situation des droits de l'homme dans le pays et, semble-t-il, la disparition d'un certain nombre de pratiques inacceptables qui étaient courantes par le passé, comme les disparitions forcées. On assiste encore cependant à diverses manifestations de violence, qui sont souvent le fait de délinquants mais qui ont aussi pris la forme ou l'apparence d'actes procédant d'une violence sociale ou politique sélective. Rien ne permet d'affirmer qu'il y ait eu participation ou complicité d'organes du pouvoir, mais cela ne signifie pas pour autant que des agents de l'Etat n'aient pas participé à ces actes à titre individuel. Le plus préoccupant est que, dans la grande majorité des cas, les efforts déployés pour trouver les responsables et les châtier selon la loi n'ont pas abouti.

82. A cet égard, les résultats des travaux du "Groupe mixte" ne sont guère encourageants, puisque celui-ci a conclu qu'il avait recueilli "des indices suffisants pour se faire une idée raisonnable de l'action des groupes et des personnes qui continuent actuellement d'avoir recours à la violence à la recherche de leurs objectifs politiques". Ces groupes entretiendraient des

liens étroits avec des délinquants de droit commun hautement organisés, dotés d'un appui logistique et bénéficiant parfois du soutien d'agents de l'Etat. La question est extrêmement délicate et exige une action efficace et énergique de la part de l'Etat.

83. La fin du conflit armé n'a guère eu d'effets sur les droits économiques, sociaux et culturels, et les accords réalisés à leur sujet dans le cadre du processus de paix n'ont pas donné les résultats escomptés. La mise en oeuvre des points d'entente concernant les terres n'avance pas, ce qui suscite des frustrations et des tensions dans divers milieux. Il est impératif d'enregistrer rapidement des progrès sensibles dans ce domaine si l'on veut assurer la justice et de la stabilité sociale.

84. Comme l'Expert indépendant l'a souligné dans ses rapports précédents, les accords de paix sont le fruit d'un gigantesque effort fait par les parties pour arriver à une entente, effort traduisant la profonde aspiration du pays à la paix et à la justice. Par leur conception et leur contenu, les accords tendent non seulement à mettre un terme au conflit armé par la voie politique, mais aussi à favoriser la construction, par la nation, d'une société nouvelle plus démocratique et plus solidaire, où le respect absolu des droits de l'homme soit le ressort fondamental de l'action de l'Etat. Une occasion extraordinaire de progrès est ainsi offerte à la nation.

85. Pendant la période considérée dans le présent rapport, divers progrès tangibles et importants ont été réalisés sur le plan institutionnel. Il convient de relever avant tout l'élection à l'unanimité d'une Cour suprême indépendante, qui a annoncé son intention de procéder à l'épuration et à la réforme du système judiciaire. La tâche sera ardue et certains résultats ne pourront être obtenus d'emblée. En d'autres termes, si des mesures d'urgence sont nécessaires, elles ne seront pas suffisantes. La formation des magistrats, la mise en place d'un centre universitaire d'excellence où soit assuré le perfectionnement continu des personnels, le renforcement des moyens à la disposition des tribunaux, la modernisation des instances et des méthodes et l'édification d'une culture judiciaire, à l'intérieur du système et dans la société tout entière, sont autant d'objectifs qu'il est indispensable de viser mais qui ne sauraient être atteints dans l'immédiat. La mise en place d'un nouveau système judiciaire indépendant, moderne et efficace suppose une action soutenue, se prolongeant bien au-delà de l'impact initial. Seul un programme ainsi conçu permettra d'assurer la transformation de la justice. Il y a place dans ce domaine pour une coopération internationale fructueuse, avec le soutien du Centre pour les droits de l'homme.

86. Autre élément qui mérite d'être souligné : la tenue d'élections générales qui ont permis au peuple salvadorien non seulement d'élire le chef de l'Etat avec une majorité appréciable, à l'issue d'un scrutin dont le résultat légitime n'a pas été contesté, mais aussi de se doter d'une assemblée législative pluraliste, où les anciennes forces de la guérilla sont bien représentées, ce qui témoigne de leur adhésion aux règles du jeu démocratique. La composition de la Commission consultative pour la réforme électorale laisse présager l'introduction de réformes visant à perfectionner le régime électoral, avec la participation de toutes les tendances politiques.

87. Il faut également se féliciter de l'intention manifestée par le Président de la République d'avancer la date de la démobilisation définitive et de la dissolution de la police nationale, dernier des anciens corps de sécurité en activité en tant que tel. Il y a lieu en revanche de se préoccuper du nombre d'anomalies qui ont pu être relevées en ce qui concerne la Police nationale civile, et qui ont déjà été évoquées dans le présent rapport; elles sembleraient indiquer que l'influence des militaires reste vive dans les milieux policiers. La PNC ne doit pas s'écarter du modèle d'une police démocratique, moderne, intégrée à la société civile et non en opposition avec celle-ci. D'autre part, les forces armées sont intervenues de nouveau en 1994 pour assurer la sécurité publique sans respecter les conditions de fond et de forme prescrites par la Constitution.

88. Le Bureau du Procureur chargé de la défense des droits de l'homme est appelé à jouer à l'avenir un rôle central dans la promotion et la défense de ces droits. Le soutenir et le renforcer doit être un objectif prioritaire de l'action interne comme de la coopération internationale. Il importe qu'il améliore ses relations avec les organisations non gouvernementales et travaille en contact étroit avec elles.

89. Certaines recommandations de la Commission de la vérité n'ont toujours pas été mises en oeuvre. Plusieurs d'entre elles requièrent des mesures législatives, d'autres, comme la reconnaissance de la compétence obligatoire de la Cour interaméricaine des droits de l'homme, dépendent simplement de l'adhésion du gouvernement à une clause facultative de la Convention interaméricaine des droits de l'homme.

90. Si des progrès tangibles ont été réalisés sur le plan institutionnel, l'avenir proche soulève un certain nombre d'interrogations. C'est ainsi notamment que la mission de l'ONUSAL, qui a joué un rôle très actif dans la vérification de la mise en oeuvre des accords de paix, notamment en ce qui a trait au respect et à la garantie des droits de l'homme, arrive à son terme. Les institutions nationales qui sont naturellement appelées à exercer les fonctions dévolues à l'ONUSAL depuis la cessation des hostilités ne semblent pas tout à fait prêtes à prendre le relais dans tous les domaines, et l'on perçoit dans divers milieux salvadoriens, y compris ceux qui ont conscience de l'ampleur des progrès, un sentiment d'inquiétude quant à la dynamique du processus politique lorsque les activités de l'ONUSAL auront pris fin.

91. L'évolution institutionnelle positive enregistrée en 1994 et le départ de l'ONUSAL montrent que le pays est mûr pour passer de la phase au cours de laquelle l'action des organismes internationaux de protection des droits de l'homme a pris essentiellement la forme des mesures de vigilance, de vérification et de supervision, à une phase de coopération et d'assistance technique qui consistera pour la communauté internationale à accorder son soutien au gouvernement et au peuple salvadoriens en vue de renforcer les institutions et de perfectionner les mécanismes internes de défense et de promotion des droits de l'homme. Tel est le rôle que le Centre pour les droits de l'homme peut jouer et c'est ainsi que l'Expert indépendant conçoit le mandat qui lui a été confié par le Secrétaire général des Nations Unies, par l'intermédiaire de la Commission des droits de l'homme. Les recommandations énoncées ci-après sont conçues dans cette perspective.

V. RECOMMANDATIONS

92. Les recommandations qui suivent se classent en deux catégories. Les premières sont plus directement en rapport avec l'évolution de la situation des droits de l'homme et des institutions du pays; les secondes touchent au programme de coopération technique et de services consultatifs que le Centre pour les droits de l'homme devrait mener en El Salvador.

A. Recommandations générales

93. Les recommandations du Groupe commun d'enquête sur les groupes armés doivent être scrupuleusement mises en oeuvre. Il s'agit d'éliminer à jamais des pratiques fondées sur le mépris total tant de la vie et de la dignité de l'être humain que des valeurs qui sous-tendent toute société civilisée. Les membres de l'unité spéciale qui sera chargée de ces enquêtes devront être sélectionnés avec soin afin d'inspirer confiance et devront posséder les capacités humaines et techniques requises pour s'acquitter de la tâche délicate qui sera la leur.

94. Le renforcement du Bureau du Procureur chargé de la défense des droits de l'homme et l'appui à lui apporter restent des objectifs immédiats et prioritaires. Il faut pour cela que cette institution dispose des ressources matérielles, techniques et humaines que l'Etat affecte aux tâches qui lui incombent en vertu de la Constitution. Le gouvernement doit coopérer avec le Bureau à cette fin. Il est indispensable d'améliorer les relations de ce dernier avec les organisations non gouvernementales.

95. Il importe que, sans préjudice des délais inhérents à une tâche de cette nature, les effets de l'épuration de la justice se fassent sentir le plus rapidement possible et que des programmes de réforme du système judiciaire soient mis en oeuvre. Par ailleurs, l'Ecole de formation judiciaire doit être réformée sans délai, de manière à devenir un centre universitaire d'excellence ayant pour tâche d'assurer l'amélioration continue de la formation professionnelle des juges et autres fonctionnaires de justice, ainsi que celle des membres du ministère public; d'étudier les problèmes judiciaires et d'y chercher des solutions; enfin, de promouvoir des liens de solidarité plus étroits entre les magistrats et une vision d'ensemble cohérente de la fonction judiciaire dans un Etat démocratique.

96. Il importe d'accorder une attention particulière à l'organisation de la Police nationale civile, qui doit, conformément au modèle établi aux termes des accords de paix, former un corps nouveau, distinct des forces armées et doté d'une doctrine nouvelle. Il y a lieu de procéder à un contrôle minutieux et à une évaluation sans complaisance de la situation qui règne dans la Division des enquêtes criminelles et la Division de la lutte contre les stupéfiants, et de leur personnel. Il faut également sévir avec toute la rigueur voulue contre les membres de ce corps qui manqueraient au respect des droits de l'homme. Les autorités suprêmes de la PNC et, en particulier, l'Inspecteur général ont une lourde responsabilité à cet égard. Une police démocratique doit être prête à procéder à des épurations à tout moment et aussi souvent que nécessaire.

97. L'Expert indépendant exhorte vivement encore une fois le Gouvernement salvadorien, conformément aux recommandations de la Commission de la vérité, à reconnaître la compétence de la Cour interaméricaine des droits de l'homme et à se joindre aux démocraties d'Amérique latine qui ont déjà fait cette démarche, gage de l'enracinement des modèles démocratiques reconnus dans la région. Les pays ci-après ont déjà pris cette initiative : Argentine, Bolivie, Chili, Colombie, Costa Rica, Equateur, Guatemala, Honduras, Nicaragua, Panama, Paraguay, Pérou, Suriname, Trinité-et-Tobago, Uruguay et Venezuela. Au moment où le pays est sur le point de cesser d'être l'objet de mesures internationales exceptionnelles de surveillance du respect et de la garantie des droits de l'homme, on ne saurait trop souligner l'opportunité et l'utilité pour lui de reconnaître cet organe, institution ordinaire prévue dans un traité auquel la République d'El Salvador a adhéré. De la sorte, le Gouvernement montrerait qu'il applique les mesures de politique qu'il a annoncées, offrirait au peuple salvadorien un instrument de plus pour la défense de ses droits fondamentaux et contribuerait en outre, dans un esprit de solidarité, au renforcement du système de protection des droits de l'homme dans la région et à l'enracinement des valeurs démocratiques en Amérique latine.

98. La situation en ce qui concerne les droits économiques, sociaux et culturels qui, pour la majorité des Salvadoriens, demeurent lettre morte, doit retenir l'attention. A cet égard, la mise en oeuvre des accords de paix constitue le point de départ d'une action qui doit être approfondie. Il est urgent d'accélérer la mise en oeuvre des accords.

99. Les organisations gouvernementales ont accompli une oeuvre extraordinaire en El Salvador. Leur tâche a été ardue et a exigé de lourds sacrifices, notamment en vies humaines, mais leur action a porté des fruits. Au moment où les mesures de vigilance internationale extraordinaires vont prendre fin, elles doivent redoubler d'efforts, tout en s'adaptant, cela va de soi, à la nouvelle réalité du pays. Elles doivent, sans relâche, suivre attentivement la situation des droits de l'homme et s'employer au mieux à occuper les espaces créés par le processus de paix ainsi qu'à recourir aux institutions mises en place ou renforcées en vue de promouvoir et de protéger les droits de l'homme et à veiller à ce qu'elles remplissent leurs fonctions.

100. Le processus de paix en El Salvador exige un soutien accru de la communauté internationale, dans le cadre du plan de reconstruction nationale ou par tout autre moyen approprié, et tout particulièrement par l'intermédiaire du programme de coopération technique et de services consultatifs dans le domaine des droits de l'homme établi pour El Salvador par le Centre pour les droits de l'homme. Pour des raisons et des motivations diverses, la communauté internationale s'est montrée soucieuse de voir se terminer le conflit armé en El Salvador. Désormais, ce souci devrait se doubler de la volonté de contribuer à éliminer les causes profondes du conflit.

B. Services consultatifs

101. A sa cinquantième session, le 4 mars 1994, la Commission des droits de l'homme a adopté la résolution 1994/62 par laquelle elle a décidé de proroger d'un an la nomination de l'Expert indépendant pour qu'il fournisse des

services consultatifs à El Salvador et a invité le Secrétaire général à fournir au Gouvernement salvadorien les services consultatifs qu'il lui demanderait, par l'intermédiaire du Centre pour les droits de l'homme. Il ressort de cette résolution, d'une part, que les services consultatifs incombent au Centre pour les droits de l'homme et que l'Expert indépendant a pour seule tâche d'en faciliter l'octroi et, d'autre part, que la nature des services consultatifs, leur durée et les moyens à utiliser sont indépendants du mandat de l'Expert.

102. Comme on l'a vu plus haut (par. 7), le Gouvernement salvadorien, par l'intermédiaire du Ministère des relations extérieures, a fait parvenir à l'Expert indépendant un document intitulé "Proposition du Gouvernement salvadorien, concernant des services consultatifs dans le domaine des droits de l'homme, présentée à l'Expert indépendant pour El Salvador, M. Pedro Nikken, septembre 1994", où il indiquait les besoins en matière d'assistance technique des diverses institutions nationales s'occupant des droits de l'homme. Le Centre pour les droits de l'homme, quant à lui, a établi, avec l'assistance de l'Expert indépendant, un programme-cadre de coopération technique et de services consultatifs dans le domaine des droits de l'homme que l'Expert a présenté au Gouvernement salvadorien.

103. Ce programme a pour objectif général d'offrir au Gouvernement salvadorien, conformément à la résolution 1994/62 de la Commission des droits de l'homme, les services consultatifs en matière de droits de l'homme, qui seront de nature à soutenir les efforts déployés par El Salvador afin de favoriser le respect, la promotion et l'exercice de ces droits, et à encourager le renforcement de la démocratie et de l'état de droit dans le pays, dans l'esprit de la Déclaration et du Programme d'action de Vienne, adoptés en juin 1993 par la Conférence mondiale sur les droits de l'homme. Le programme s'inscrit également dans le cadre des accords de paix signés par le Gouvernement salvadorien et le Frente Farabundo Martí para la Liberación Nacional (FMLN), et du processus politique, social et économique qui en est issu; il a pour objet de contribuer à affermir ce processus et à assurer l'entière mise en oeuvre de ces éléments dans les domaines où celle-ci ne serait pas encore parachevée.

104. Le programme s'étendra initialement sur une période de deux ans, 1995 et 1996, et se déroulera selon un plan de travail annuel; il sera assorti d'une évaluation à mi-parcours, afin principalement de revoir les priorités et les besoins en matière de services consultatifs durant la mise en oeuvre.

105. Le programme comporte plusieurs volets : renforcement des institutions, études et réformes juridiques, éducation et formation, information et documentation, appui aux organisations non gouvernementales de défense des droits de l'homme et aux moyens de communication, promotion et protection des droits de l'enfant et de la femme.

Elément A : Renforcement des institutions

106. L'objectif premier de cet élément est de fournir des services consultatifs à diverses institutions du pays pour leur permettre de mieux promouvoir et protéger les droits de l'homme, notamment de conseiller les autorités compétentes sur la réparation des violations en la matière.

Elément B : Etudes et réformes juridiques

107. En complément aux activités de renforcement des institutions, d'éducation et de formation, des études seront réalisées en coordination avec des universités ou des centres de recherche, nationaux et internationaux.

Elément C : Education et formation

108. Il s'agit là d'organiser des stages de formation sur les droits de l'homme à l'intention des fonctionnaires travaillant dans ce domaine.

Elément D : Information et documentation

109. La Conférence mondiale sur les droits de l'homme a rappelé l'importance de diffuser des informations sur les droits de l'homme. Dans ce contexte, on créera un centre d'information et de documentation spécialisé dans les droits de l'homme et disposant des moyens d'établir des brochures, bulletins, ouvrages et autres publications permettant une large diffusion des instruments relatifs aux droits de l'homme.

Elément E : Aide aux organisations non gouvernementales et moyens de communication

110. L'Accord de San José a souligné la nécessité d'une coopération entre la composante des droits de l'homme de l'ONUSAL et les organisations non gouvernementales. L'Expert indépendant a lui-même dans ses rapports lancé un appel en faveur d'une coopération entre le Bureau du Procureur chargé de la défense des droits de l'homme et ces organisations.

111. La Conférence mondiale sur les droits de l'homme, quant à elle, a reconnu dans la Déclaration et le Programme d'action de Vienne le rôle important que jouent les organisations non gouvernementales dans la promotion de tous les droits de l'homme; elle s'est félicitée de la contribution qu'elles apportent à l'effort de sensibilisation du public aux questions touchant les droits de l'homme, à la réalisation de programmes d'éducation, de formation et de recherche dans ce domaine, ainsi qu'à la promotion et la protection des droits de l'homme et des libertés fondamentales.

112. L'accent sera mis sur des programmes de formation à l'utilisation des divers mécanismes de protection des droits de l'homme, adaptés à la nouvelle réalité institutionnelle et aux conditions de paix et de démocratie qui règne dans le pays.

Elément F : Programme d'appui pour la promotion et la protection des droits de l'enfant

113. L'objectif de ce programme est de faire bénéficier le Gouvernement salvadorien des services consultatifs dont il a besoin pour s'acquitter des obligations qui sont les siennes en vertu de la Convention relative aux droits de l'enfant.

Elément G : Programme d'appui pour la promotion et la protection des droits de la femme

114. Cet élément s'inscrit dans le prolongement des décisions prises par la Conférence mondiale sur les droits de l'homme, qui a souligné combien il était indispensable que la femme jouisse pleinement, sur un pied d'égalité, de tous les droits fondamentaux, et que ce devait être là une priorité pour les gouvernements et pour l'Organisation des Nations Unies. En outre, dans le Plan d'action de Vienne la Conférence a demandé au Centre pour les droits de l'homme de prendre des mesures, dans le cadre du programme d'assistance technique, pour aider les gouvernements à protéger les droits fondamentaux de la femme.

115. Le programme s'adresse à de très nombreuses institutions; l'Expert indépendant, sans vouloir en écarter aucune, recommande qu'un ordre de priorité soit établi entre elles, en collaboration étroite avec le gouvernement et à la lumière du contenu et des conclusions du présent rapport. Le Bureau du Procureur chargé de la défense des droits de l'homme, le système judiciaire, la Police nationale civile et le système pénitentiaire doivent recevoir la priorité.

116. Il importe de prévoir des crédits appropriés afin que le programme puisse, dès la phase préparatoire, se dérouler sans obstacles. Le Centre pour les droits de l'homme a déjà engagé certaines démarches qui devraient être appuyées par la Commission et les autres instances pertinentes de l'ONU. A sa deuxième session, tenue à Genève du 7 au 10 novembre 1994, le Conseil d'administration du Fonds de contributions volontaires pour la coopération technique dans le domaine des droits de l'homme a été informé de la demande présentée par le Gouvernement salvadorien, intitulée "Proposition du Gouvernement salvadorien concernant des services consultatifs dans le domaine des droits de l'homme, présentée à l'Expert indépendant pour El Salvador, M. Pedro Nikken, septembre 1994". Il a approuvé cette demande et a prié le Centre pour les droits de l'homme de présenter, une fois la demande examinée par l'Expert indépendant, un descriptif de projet contenant un programme de coopération technique en faveur d'El Salvador à sa prochaine session, qui doit avoir lieu à Genève du 13 au 17 février 1995, et d'inviter le Gouvernement salvadorien à se faire représenter à cette session, où le financement du programme par le Fonds de contributions volontaires pour la coopération technique dans le domaine des droits de l'homme sera étudié. De plus, ce programme sera, si le Conseil d'administration le juge nécessaire, inscrit sur la liste des programmes présentés à la réunion des donateurs du fonds qui se tiendra à Genève le 17 février 1995.

117. L'exécution du programme doit s'inscrire dans le cadre des engagements pris par l'ONU à l'égard d'El Salvador. Elle doit en particulier répondre au propos du Secrétaire général, exposé dans le rapport qu'il a présenté au Conseil de sécurité le 31 octobre 1994 (S/1994/1212), de présenter, avant que l'ONUSAL cesse ses fonctions, des suggestions concernant la façon dont l'ONU pourra apporter une assistance technique dans les domaines des droits de l'homme, du système judiciaire, du système électoral et de la réinsertion, en particulier les transferts de terres. Dans ce rapport, le Secrétaire général a réaffirmé que "la disparition de l'ONUSAL ne devrait pas marquer la fin des efforts déployés par l'ONU pour renforcer la paix en El Salvador" (par. 30).

A la suite de ce rapport, le Conseil de sécurité a adopté, le 23 novembre 1994, la résolution 961 (1994) dans laquelle il demandait notamment au Secrétaire général d'établir, en consultation avec les institutions spécialisées compétentes, les organisations régionales et les Etats Membres, les modalités de l'assistance supplémentaire à fournir à El Salvador, dans le cadre des accords de paix, après le 30 avril 1995. Dans le rapport sur l'ONUSAL (1994/1000) qu'il avait présenté au Conseil de sécurité le 26 août 1994, le Secrétaire général avait déjà indiqué qu'après le départ de la mission certains des experts faisant partie de l'ONUSAL pourraient demeurer sur place dans le cadre d'un vaste programme d'assistance technique destiné aux institutions nationales concernées (par. 54).

118. Pour déterminer la stratégie du programme, le gouvernement et le Centre s'accorderont sur les mécanismes à mettre en place afin d'obtenir les meilleurs résultats. Il ne faudra pas perdre de vue, en premier lieu, qu'à l'heure actuelle on entre dans une nouvelle phase des relations entre El Salvador et le Centre pour les droits de l'homme fondée essentiellement sur une coopération sous forme de conseils et d'assistance aux institutions nationales, à laquelle est étrangère la notion de vérification et de contrôle. Il faut se rappeler aussi que la majeure partie du programme sera exécutée après l'expiration du mandat de la composante droits de l'homme de l'ONUSAL, qui est un point d'appui pour le Centre; il faudra définir les conditions de la présence des conseillers auprès des institutions objets du programme et les modalités d'exécution de celui-ci. Il sera donc nécessaire de pouvoir compter sur un responsable de haut rang et une équipe de travail composés d'experts éminents, auxquels seront adjoint des experts temporaires.

119. A cet égard, après avoir consulté les autorités compétentes, l'Expert indépendant recommande expressément que le programme de services consultatifs soit administré sur place par une petite délégation ou une antenne du Centre. Cela rendrait l'exécution du programme plus commode et plus efficace : compte tenu, en effet, des éléments contenus dans la demande du gouvernement, il serait difficile de gérer tout le volume de travail depuis Genève. Cette formule permettrait en outre de mieux faire ressortir que la coopération entre le gouvernement, d'une part, et la Commission et le Centre pour les droits de l'homme, d'autre part, se poursuit, à cela près qu'elle ne comporte plus de mesures de vigilance.

120. Cette formule a en outre l'avantage de permettre à la délégation ou à l'antenne implantée dans le pays d'exécuter, à la demande des entités compétentes, des tâches qui ne sont pas expressément prévues dans le programme, comme celles consistant, par exemple, à prêter un concours : au gouvernement en vue du renforcement, du bon fonctionnement et de l'évaluation des institutions nationales chargées de promouvoir et de garantir les droits de l'homme; au Bureau du Procureur chargé de la défense des droits de l'homme; au système judiciaire, en étroite collaboration avec la Cour suprême et le Conseil national de la magistrature, notamment pour ce qui est de l'Ecole de formation judiciaire; à l'Assemblée législative, notamment en collaborant, à sa demande, à l'examen des avant-projets de loi qui touchent au respect effectif des droits de l'homme; au Ministère de l'éducation, avec le soutien technique qui pourra être obtenu, pour concevoir un programme d'éducation dans le domaine des droits de l'homme adapté aux besoins du pays; aux organisations non gouvernementales de défense des droits de l'homme pour

qu'elles continuent d'adapter leurs structures et leurs méthodes de travail au modèle d'une société démocratique, dotée d'institutions propres à assurer la défense et la garantie des droits de l'homme.

121. L'organe considéré devrait agir en coordination étroite avec les mécanismes qui pourront être proposés au Conseil de sécurité par le Secrétaire général afin de fournir une assistance supplémentaire à El Salvador après le 30 avril 1995 et s'acquitter, comme il convient, des responsabilités qui incombent à l'Organisation en vertu des accords de paix. Il doit également répondre au souci exprimé par le Secrétaire général que la disparition de l'ONUSAL ne marque pas la fin des efforts déployés par l'ONU pour renforcer la paix en El Salvador. Ce serait un des signes les plus tangibles de l'ouverture en El Salvador d'une nouvelle ère, où la solidarité internationale continue de se manifester, mais non pas faire face aux conséquences de la crise des institutions et surveiller la situation des droits de l'homme, sinon en vue d'une étroite coopération avec le Gouvernement et le peuple salvadoriens afin d'affermir une paix chèrement conquise et de perfectionner les institutions démocratiques dont le pays s'est doté.

122. Dans ses précédents rapports, l'Expert indépendant a souligné le lien inéluctable entre des progrès solides, substantiels et irréversibles en matière de respect et de garantie des droits de l'homme, d'une part, et l'application des accords, d'autre part, lien qui doit conduire au modèle de société défini lors des négociations de paix. Les progrès institutionnels signalés dans le présent rapport en sont la preuve. La recherche de la paix a débouché sur une oeuvre de dimensions historiques, qui n'appartient plus à ceux qui l'ont conçue et négociée, mais qui est le patrimoine de tout le peuple salvadorien. Dans cette nouvelle étape, le Gouvernement et le FMLN d'une part, la société civile d'autre part, ont le devoir constant d'oeuvrer scrupuleusement à la mise en oeuvre des accords, les premiers en tant que signataires, les seconds en tant que bénéficiaires. D'autre part, El Salvador a été l'objet d'une des initiatives les plus importantes de l'Organisation des Nations Unies en faveur de la paix, de la démocratisation, de la réconciliation nationale et du respect absolu des droits de l'homme. Il s'agit d'un effort conjoint de la communauté internationale et du Gouvernement et du peuple salvadoriens qui, malgré les difficultés rencontrées, et souvent surmontées, a été largement couronné de succès. Cet effort doit se poursuivre sous une forme adaptée à la situation actuelle. Le soutien de l'ONU, dans le cadre d'un programme de coopération et d'assistance technique, demeure nécessaire en El Salvador. Enfin, si l'on songe aux drames qui se déroulent actuellement dans diverses régions du monde, il est satisfaisant de pouvoir mettre en évidence la poursuite d'une action fructueuse de solidarité internationale au service du respect et de la promotion des droits de l'homme.

Notes

1/ A/44/971-S/21541, annexe.

2/ Rapport de la Commission de la vérité, Recommandations, I.D.b

3/ E/CN.4/1993/11, par. 170.

4/ E/CN.4/1994/11, par. 106 et 145.

5/ Selon l'Accord de New York du 25 septembre 1991, "la COPAZ est un mécanisme de contrôle et de participation de la société civile au processus de changement résultant des négociations". La COPAZ est composée "de deux représentants du gouvernement, y compris un membre des forces armées, de deux représentants du Frente Farabundo Martí para la Liberación Nacional (FMLN) et d'un représentant de chacun des partis ou alliances représentés à l'Assemblée législative". L'Archevêque de San Salvador et un représentant de l'ONUSAL peuvent assister aux travaux de la Commission et à ses délibérations en qualité d'observateurs.

6/ E/CN.4/1994/11, par. 100 et 102.

7/ Ibid., par. 99.

8/ S/1994/1000, par. 17 à 20.
